

Rapport thématique

Promouvoir l'égalité de genre



Le défi

Dans toutes les régions du monde, le genre demeure l'un des principaux déterminants de la santé et du bien-être.

Les normes, les rôles et les relations de genre influent très fortement sur le risque de contracter une maladie auquel une personne est exposée, sur sa capacité à accéder aux services de santé et sur la façon dont elle est traitée quand elle a intégré le système de santé. Dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, les inégalités de genre restent à l'origine de nouvelles infections et sont des dimensions essentielles pour comprendre et combattre chacune de ces maladies.

L'inégalité entre les genres est reconnue depuis longtemps comme un puissant moteur de l'épidémie de VIH. Les adolescentes et les jeunes femmes continuent d'être touchées de manière disproportionnée. En Afrique subsaharienne, six jeunes de 15 à 19 ans sur sept qui contractent le VIH sont des adolescentes. Alors que la population des 15-24 ans devrait augmenter de 40 % dans cette région ces dix prochaines années, l'absence de protection contre le VIH des adolescentes et des jeunes femmes pourrait entraîner une résurgence de l'épidémie. Dans le monde entier, les membres des populations clés et vulnérables, y compris ceux de la communauté LGBTQI+ (lesbiennes, homosexuels, bisexuels, transgenres, queers et intersexes), font face à une charge de morbidité du VIH plus forte imputable à plusieurs facteurs, parmi lesquels des normes de genre préjudiciables.

Le genre est une dimension essentielle pour comprendre et combattre la tuberculose. À l'échelle mondiale, 64 % des nouvelles infections tuberculeuses touchent la population masculine, ce qui peut s'expliquer par des modèles sociétaux liés au genre, notamment la tendance observée chez les hommes à retarder le moment de se faire soigner et à occuper des emplois les exposant à un risque élevé de contracter la tuberculose. Dans certaines situations, des normes culturelles et des inégalités peuvent restreindre l'accès des femmes aux services de prévention et de traitement de la tuberculose. Par exemple, quand des femmes enceintes vivant avec le VIH contractent la tuberculose, le risque qu'elles décèdent ou perdent leur bébé augmente de près de 400 %. Les populations clés les plus exposées à la tuberculose, notamment les prisonniers, les migrants, les réfugiés et les communautés autochtones, sont souvent confrontées à un rejet social aggravé par la discrimination fondée sur le genre.

Les obstacles liés au genre ont aussi un impact important sur la vulnérabilité au paludisme. L'accès à l'information et aux soins, les habitudes de sommeil et la répartition du travail varient souvent de façon très marquée suivant le genre. Tous ces facteurs ont un impact sur l'exposition d'une personne au paludisme et sur sa capacité à se protéger de la maladie, notamment en ayant accès à une moustiquaire et en l'utilisant. Les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, qui sont les plus vulnérables au paludisme, pâtissent trop souvent d'un accès inéquitable aux services de santé ; il leur est de ce fait plus difficile de se protéger de la maladie ou d'accéder à un traitement.

Dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, les inégalités de genre restent à l'origine de nouvelles infections et sont des dimensions essentielles pour comprendre et combattre chacune de ces maladies.

Notre riposte

L'approche du Fonds mondial face à l'inégalité entre les genres irrigue l'ensemble du partenariat et tous les travaux du Fonds mondial, y compris à chaque étape du cycle de subvention. En effet, les demandes de financement, l'établissement des subventions, la mise en œuvre des programmes, le suivi et l'évaluation tiennent compte du genre.

Le Fonds mondial a contribué de façon significative à la santé et au bien-être des filles et des femmes dans le monde et, avec sa stratégie « Combattre les pandémies et bâtir un monde plus sain et plus équitable » pour la période 2023-2028, il intensifiera les programmes qui éliminent les obstacles liés au genre entravant l'accès aux services de santé et promouvra la santé et les droits en matière de santé sexuelle et procréative.

Aider les femmes à faire valoir leurs droits en matière de santé sexuelle et procréative est essentiel pour parvenir à l'égalité de genre et peut être porteur de véritables changements,

en donnant aux femmes le contrôle de leur corps, de leur vie et de leur avenir. Le Fonds mondial s'attache à renforcer les programmes ciblant les jeunes, y compris les filles et les membres de la communauté LGBTQI+, tout en soutenant la participation significative des populations clés et vulnérables.

Avec ses actions en faveur des droits humains, il aide des pays à concevoir, financer, mettre en œuvre et déployer à grande échelle des programmes qui éliminent les obstacles liés aux droits humains, notamment la discrimination fondée sur le genre qui freine l'accès aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ces programmes comprennent des formations aux droits humains destinées aux agents de santé, aux policiers et aux législateurs et permettent aux groupes communautaires de connaître leurs droits et de contester les politiques et les lois discriminatoires.

Les investissements contribuent également à renforcer les systèmes garantissant la confidentialité et le respect de la vie privée liés aux diagnostics du VIH et de la tuberculose, à adapter les services pour tenir compte du genre et donc toucher des populations vulnérables et difficiles à atteindre qui sont davantage exposées aux trois maladies, mais aussi à recueillir, analyser et utiliser des données ventilées par âge et par sexe pour mieux éclairer la prise de décision.

Le Fonds mondial travaille aussi à la mise au point d'un marqueur de l'égalité de genre pour évaluer systématiquement, renforcer et faire connaître l'apport de ses financements à l'égalité de genre.



Une agente de santé travaillant pour Hope World Wide, un partenaire du Fonds mondial, fournit des conseils à des travailleuses du sexe à Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, avant un dépistage du VIH.

Le Fonds mondial / Roan Paul

Nigéria : Lever les obstacles liés au genre dans la lutte contre le paludisme



Le Fonds mondial / Andrew Esiebo

Le paludisme est endémique au Nigéria et représente 27 % de la charge de morbidité de cette maladie dans le monde.

Dans ce pays, le risque de contracter le paludisme varie considérablement selon les régions et les individus, en raison de plusieurs facteurs parmi lesquels la situation géographique, le statut socioéconomique, la sécurité, l'âge et le genre.

Soutenu par le Fonds mondial, le Programme national d'élimination du paludisme du Nigéria a entrepris une évaluation avec Malaria Matchbox, un outil conçu par le Fonds mondial et ses partenaires qui utilise des données ventilées pour relever et mieux comprendre les obstacles entravant l'accès à la prise en charge, au traitement et au dépistage du paludisme. Quand des obstacles sont relevés, y compris ceux liés aux normes de genre, les conclusions de l'évaluation éclairent la prise de décision et la mise en œuvre des programmes, afin d'améliorer l'accès aux services de lutte contre le paludisme des personnes les plus exposées à la maladie pour lesquelles il est limité.

L'évaluation s'est déroulée dans le nord-est du Nigéria, où la charge de morbidité palustre est très élevée. Un conflit est en cours dans cette région où l'on dénombre plus de deux millions

de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et de réfugiés – des groupes particulièrement exposés au risque de contracter la maladie.

L'évaluation Matchbox a conclu que le genre constituait un obstacle important à l'accès aux services de lutte contre le paludisme parmi les réfugiés et les communautés de personnes déplacées dans la région. Se fondant sur ces conclusions, le Fonds mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme national de lutte contre le paludisme et des organisations de la société civile ont élaboré un plan d'action pour surmonter ces obstacles. Le plan comprend des initiatives pour améliorer l'accès à l'information sur le paludisme et changer les attitudes et les croyances concernant la maladie. Des agents de santé communautaires seront recrutés et formés, dont la majorité seront des femmes issues des communautés déplacées qui participeront à la conception et à la prestation des services les mieux adaptés aux besoins locaux. Les hommes participant à la lutte contre le paludisme seront plus nombreux et des séances d'éducation aux obstacles liés au genre qui freinent les progrès de cette lutte seront organisées. Les conclusions de l'évaluation ont également étayé le plan stratégique national de lutte contre le paludisme du Nigéria pour la période 2021-2025.

Autonomiser les adolescentes et les jeunes femmes

Afin de préserver les jeunes femmes et les filles du VIH, le Fonds mondial soutient des programmes qui tiennent compte des nombreux aspects de leur vie pouvant les protéger du virus ou accroître leur vulnérabilité.

Entre 2018 et 2020, les investissements du Fonds mondial dans la prévention et le dépistage du VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes ont augmenté de 107 % dans les 13 pays prioritaires où la charge de morbidité du VIH est la plus forte : Afrique du Sud, Botswana, Cameroun, Eswatini, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Chaque pays et chaque communauté adapte son approche à ses propres besoins, mais les éléments clés d'un ensemble complet de services soutenu par le Fonds mondial pour réduire le VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes comprennent des programmes qui :

- assurent des interventions de prévention du VIH à fort impact adaptées aux adolescents et une éducation sexuelle complète ;
- intensifient les programmes de traitement du VIH au moyen de services adaptés aux adolescentes et aux jeunes femmes vivant avec le VIH ;
- maintiennent les filles à l'école ;
- offrent des espaces sûrs aux filles pour discuter des difficultés et faire part de leurs préoccupations grâce à des programmes d'autonomisation ;

- donnent aux jeunes femmes les moyens de leur indépendance économique ;
- préviennent et combattent la violence fondée sur le genre ;
- veillent à ce que les adolescentes et les jeunes femmes puissent participer de manière significative aux décisions qui les concernent.

Le Fonds mondial reconnaît aussi que pour mettre fin au VIH en tant que menace pour la santé publique chez les adolescentes et les jeunes femmes, il faut également travailler avec les garçons et les hommes pour transformer les normes culturelles et sociales qui continuent à engendrer des infections. Cela implique de s'assurer que les hommes présentant un risque élevé d'infection à VIH sont testés et soutenus pour démarrer et poursuivre un traitement.

L'histoire de Carolyne Siaya au Kenya



Le Fonds mondial / Saiba Sehmi

C'est à l'âge de 17 ans que Carolyne a appris qu'elle était séropositive. Elle admet avoir été d'abord dans le déni, refusant le traitement jusqu'à ce qu'elle apprenne, deux ans plus tard, qu'elle était enceinte.

« J'ai commencé mon traitement pour sauver la vie de mon fils », confie-t-elle.

Grâce à la prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME), un traitement qui prévient la transmission du VIH de la mère à son bébé, Carolyne a donné naissance à un petit garçon en bonne santé. Elle a également commencé un travail d'éducatrice pour les pairs dans le but de venir en aide à d'autres jeunes femmes vivant avec le VIH dans sa communauté.

« Être une éducatrice pour mes pairs m'a redonné le sourire. Ce travail m'a aidé à accepter ma situation. »

Carolyne est l'une des 400 éducatrices pour les pairs qui font partie d'un programme de la Croix-Rouge du Kenya soutenu par le Fonds mondial visant à sensibiliser les adolescentes et les jeunes femmes en matière de prévention, de traitement et de soins de santé en lien avec le VIH.

En Afrique subsaharienne, plus de 25 % des infections à VIH touchent les adolescentes, alors que celles-ci ne représentent que 10 % de la population.

Dans son travail d'éducatrice pour les pairs, Carolyne veille à ce que les autres jeunes femmes de sa communauté vivant avec le VIH aient accès aux services de santé, à l'éducation et à un soutien psychosocial. Elle et ses collègues animent des groupes de soutien locaux et reçoivent une formation sur le traitement des cas de violence fondée sur le genre offerte par des avocats bénévoles.

Lorsque les mesures de confinement du COVID-19 ont rendu les rassemblements publics impossibles, Carolyne et ses collègues ont effectué des visites à domicile pour distribuer des traitements antirétroviraux et pour offrir un soutien aux jeunes femmes avec qui elles travaillent.

Grâce aux investissements du Fonds mondial au Kenya, quelque 20 000 adolescentes et jeunes femmes bénéficieront des services essentiels de centaines d'éducatrices pour les pairs comme Carolyne.

Promouvoir les droits en matière de santé sexuelle et procréative

Les investissements du Fonds mondial pour promouvoir les droits en matière de santé sexuelle et procréative bénéficient à toutes ses actions de lutte contre les maladies, de renforcement des systèmes de santé et de protection des droits humains. Cela comprend des investissements dans des programmes de traitement et de prévention, les systèmes de santé officiels et informels, la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, les services intégrés de soins prénatals et postnatals,

la prévention et le traitement du paludisme pendant la grossesse et le dépistage général et ciblé des infections sexuellement transmissibles. Les investissements couvrent aussi la prophylaxie préexposition (un médicament qui protège les personnes présentant un risque élevé d'infection à VIH), l'autodépistage du VIH, la prévention du cancer du col de l'utérus, la prise en charge à la suite de violences et l'éducation à la santé sexuelle des jeunes scolarisés et non scolarisés.

Grâce aux investissements du Fonds mondial destinés à mettre en place des systèmes résistants et pérennes pour la santé, davantage de femmes s'impliquent dans les systèmes de santé et y exercent une influence, notamment au travers de possibilités d'emploi. En Éthiopie par exemple, le Fonds mondial a soutenu l'initiative du gouvernement visant à former et rémunérer 40 000 femmes agentes de santé communautaires.

Promouvoir l'égalité de genre dans les contextes d'intervention difficiles

Dans les contextes d'intervention difficiles – des pays ou des régions qui sortent d'un conflit ou qui sont confrontés à des situations d'urgence humanitaire ou à une instabilité politique – les injustices liées au genre peuvent être particulièrement prononcées, avec des niveaux élevés de violence fondée sur le genre.

Dans ce type de situation, le Fonds mondial finance des services de prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi que des services de prise en charge à la suite de violences, de protection et d'accès à la justice pour contribuer à garantir l'universalité des services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et de bons résultats en matière de santé.

Le Fonds mondial aide aussi ses partenaires à adopter une démarche respectueuse de l'équité de genre pour évaluer les changements d'environnement des personnes, notamment comprendre comment les organisations et les groupes existants qui s'attaquent aux problèmes liés au genre – comme les organisations ou les réseaux de femmes dirigés par les populations clés – peuvent être soutenus, se faire entendre et contribuer aux processus décisionnels.

En Ukraine, le Fonds mondial soutient des communautés LGBTQI+ et des organisations de femmes vivant avec le VIH dirigées par les communautés pour répondre à leurs besoins spécifiques pendant l'invasion russe, et a accordé un financement pour fournir une assistance psychologique et des conseils aux victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre pendant la guerre.

En Afghanistan, les investissements du Fonds mondial ont permis de maintenir ou d'améliorer l'accès des femmes et des filles aux services de santé depuis la prise de pouvoir par les talibans. Ils financent notamment les salaires des femmes agentes de santé dans le pays.



Une conseillère de l'organisation « Positive Women », un partenaire du Fonds mondial, rencontre une femme contrainte de quitter son domicile dans l'est de l'Ukraine en raison du climat de violence et qui vit maintenant dans un centre d'hébergement. En plus de conseils, cette femme recevra des produits d'hygiène et des médicaments.

Positive Women



Femmes faisant partie d'un programme de soins infirmiers en Afghanistan, mis en œuvre par le PNUD avec le soutien du Fonds mondial.

PNUD Afghanistan / Omer Sadaat

Lever les obstacles liés au genre préjudiciables à la santé des populations clés

La discrimination fondée sur le genre aggrave la vulnérabilité des populations clés – les personnes les plus susceptibles d'être exposées au VIH, à la tuberculose ou au paludisme et dont la participation à la lutte contre les maladies est essentielle pour mettre fin aux épidémies.

Les normes de genre rigides autour de la masculinité et de la féminité peuvent constituer des obstacles qui empêchent les hommes bisexuels, les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les personnes transgenres d'accéder aux soins et d'avoir des rapports sexuels moins risqués. Parmi les autres groupes affectés par les injustices liées au genre, on trouve les travailleurs du sexe hommes et transgenres, les femmes partenaires d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes détenues et les consommateurs de drogues injectables.

Face à la discrimination fondée sur le genre à l'égard des populations clés, le Fonds mondial agit notamment avec l'ambitieuse initiative « Lever les

obstacles », qui vise à intensifier la programmation et les engagements pour réduire les obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Grâce à cette initiative, les pays reçoivent un soutien pour intensifier les programmes destinés aux populations clés qui s'attaquent aux obstacles à la santé que l'on trouve dans les politiques et les pratiques gouvernementales, chez les prestataires de services, les chefs religieux et les forces de l'ordre. Les programmes permettent également aux membres des populations clés de connaître leurs droits, de se mobiliser pour les défendre et d'avoir accès à la justice.

Au Ghana par exemple, le Fonds mondial aide à élaborer et à déployer une formation tenant compte du genre et fondée sur les droits à l'intention des policiers en poste et des recrues. L'initiative est menée en partenariat avec des groupes dirigés par les populations clés et des services de police locaux. En Afrique du Sud, l'initiative « Lever

les obstacles » soutient plusieurs organisations de la société civile pour plaider en faveur de la décriminalisation des rapports sexuels rémunérés ; en Tunisie, elle appuie les efforts de plaidoyer de la société civile pour mettre fin à la criminalisation sévère des personnes LGBTQI+.

Tous les investissements réalisés dans le cadre de cette initiative aident à réduire la discrimination et la violence envers les populations clés, y compris la violence fondée sur le genre, ce qui améliore l'accès aux services de santé. Ces six dernières années, le Fonds mondial a accordé 86 millions de dollars US supplémentaires aux 20 pays qui participent à l'initiative « Lever les obstacles ».

Ces six dernières années, le Fonds mondial a accordé 86 millions de dollars US supplémentaires aux 20 pays qui participent à l'initiative « Lever les obstacles ».

L'histoire de Bryanna Ville de Guatemala, Guatemala



Bryanna Nicole Camey a fait des études de commerce mais n'a jamais trouvé d'emploi dans son domaine. Elle explique que « c'est à cause de la façon dont les gens me regardaient ». Victime de rejet social et de harcèlement, Bryanna, à l'instar de bien des femmes transgenres guatémaltèques, gagne sa vie comme travailleuse du sexe.

En plus d'être exposées à la violence et à la discrimination, les femmes transgenres courent 34 fois plus de risques de contracter le VIH que le reste de la population adulte. De nombreux obstacles entravent leur accès aux services de santé, et la pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver la situation.

Avec les mesures de confinement, la clinique où Bryanna et ses collègues se faisaient dépister pour le VIH a fermé ses portes.

Pour assurer la continuité des services de dépistage, le Fonds mondial fournit des trousseaux d'autodépistage du VIH en collaboration avec les organisations

communautaires Colectivo Amigos Contra el Sida (CAS) et Organización Trans, Reinas de la Noche (OTRANS). Les trousseaux sont annoncés dans les médias sociaux et livrés par la poste.

Bryanna utilise les autotests et en fait la promotion auprès des membres de sa communauté. L'autodépistage offre à des personnes qui ne se feraient pas dépister autrement une option sûre, confidentielle et pratique. Les autotests sont faciles à réaliser, fiables et rapides.

Entre 2021 et 2023, le Fonds mondial investira 60 millions de dollars US dans l'autodépistage du VIH, soit quatre fois plus qu'entre 2018 et 2020. Pendant cette même période, il investira 50 millions de dollars US supplémentaires dans des programmes de lutte contre le VIH, dans le cadre d'un fonds de contrepartie destiné à soutenir des programmes à assise communautaire, dirigés par les communautés pour les populations clés de certains pays.



LUTTER POUR CE QUI COMPTÉ.

Cette année, le Fonds mondial a lancé sa septième campagne de reconstitution des ressources. L'objectif est de récolter au moins 18 milliards de dollars US pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et bâtir des systèmes pour la santé plus robustes et, ainsi, renforcer la préparation aux pandémies. Atteindre cet objectif permettrait de sauver 20 millions de vies, d'abaisser le taux de mortalité du VIH, de la tuberculose et du paludisme de 64 % et de renforcer les systèmes pour la santé afin de bâtir un monde plus sain et plus équitable.

Lever les obstacles liés au genre préjudiciables à la santé est un rôle majeur du Fonds mondial qu'un financement solide et des partenariats robustes lui permettront de renforcer.

À propos du Fonds mondial

Le Fonds mondial investit plus de 4 milliards de dollars US chaque année pour combattre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et pour garantir à tous un avenir plus sain, plus sûr et plus équitable. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons investi 4,3 milliards de dollars US supplémentaires pour combattre cette nouvelle menace et renforcer les systèmes pour la santé. Nous mobilisons la communauté internationale dans la recherche de solutions ayant le plus d'impact, dans le but de les mettre en œuvre à l'échelle mondiale. Et les résultats sont là. Ensemble, nous avons sauvé 44 millions de vies. Nous ne nous arrêterons pas tant que le travail ne sera pas terminé.